

ROSA Newsletter



RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Pour continuer à recevoir cette newsletter, merci de [vous inscrire sur capacity4dev](#) et de rejoindre le groupe [Food & Nutrition Security - ROSA](#)

Numéro 44 | Juin 2013

ZOOM



AU SOMMAIRE : Zoom sur l'alignement de l'aide > Retour sur la conférence internationale sur la malnutrition infantile > Agenda > Actualités du réseau

Vers un meilleur alignement de l'aide dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'alignement, l'un des cinq principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, implique pour les donateurs d'aligner leurs politiques d'aide sur les priorités et stratégies de développement définies par les pays partenaires ainsi que d'utiliser les structures institutionnelles et les systèmes nationaux pour la gestion de l'aide¹. Une attention particulière est portée au recours aux systèmes nationaux et aux procédures spécifiques à chaque pays partenaire² ainsi qu'au soutien fourni pour consolider ces systèmes. Les pays donateurs doivent ainsi chercher à éviter les activités qui affaiblissent le renforcement des institutions nationales, tel que le développement de systèmes parallèles qui vont à l'encontre du développement des capacités à long terme.



Les 5 principes de la Déclaration de Paris (OCDE, 2005)

Au cours des dernières années, on constate des progrès dans la mise en application de ce principe. Nombre de donateurs (bilatéraux et multilatéraux) s'efforcent d'aligner leurs programmes sur les priorités nationales lorsqu'elles existent. Assurer l'application effective de ce principe reste toutefois un défi à relever. Des efforts sont notamment nécessaires en termes opérationnels, en ce

qui concerne l'utilisation des systèmes nationaux³ ; sur les approches par secteur ; et sur les priorités et la planification au niveau local⁴.

Quels sont les grands principes de l'alignement ? Quels sont les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans leur mise en pratique ? Cet article présente un état des réflexions sur cette question de l'alignement de l'aide et revient en particulier sur les enjeux dans le domaine de la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural.

Le ROSA est
une initiative de la :



COMMISSION
EUROPÉENNE

¹ Cf. Programme d'action d'Accra (2008) dans lequel le renforcement des capacités nationales est également un aspect central.

² Cela concerne le recours aux procédures de mise en œuvre établies par les pays dans le cadre non seulement des appuis budgétaires, mais aussi des procédures liées à des programmes et des projets.

³ Les avancées réalisées dans l'amélioration de la qualité des systèmes nationaux sont très variables selon les pays, et même lorsqu'il existe des systèmes nationaux de bonne qualité, il est fréquent que les donateurs ne les utilisent pas.

⁴ OCDE, Efficacité de l'aide 2005-2010. Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, 2011.

Les grands principes de l'alignement

La déclaration de Paris (2005) repose sur cinq principes dans l'optique de renforcer l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle⁵. Le principe d'alignement recouvre **deux dimensions** qui marquent un changement important dans la logique de l'aide publique au développement :

- **L'alignement stratégique (ou politique)** : l'aide au développement doit s'aligner aux priorités et stratégies définies par les pays partenaires. Au lieu d'imposer leurs priorités, les bailleurs doivent prendre en compte les cadres propres à chaque pays tels que les plans de développement national, les documents stratégiques de réduction de la pauvreté ou autres documents équivalents. Des approches sectorielles plus restreintes sont aussi promues afin de diriger l'aide vers les secteurs et les programmes les plus pertinents (cf. ci-après).
- **L'alignement sur les systèmes nationaux** : l'aide doit être délivrée à travers le système mis en place par le pays partenaire au lieu de mettre en place des structures projet propres à chaque bailleur ou à chaque projet. L'aide étant par définition temporaire, celle-ci doit renforcer ces systèmes nationaux qui prendront ensuite le relais. Ce mouvement est engagé mais demeure faible. De nombreux bailleurs maintiennent des structures projet afin de limiter les risques financiers et opérationnels. Certains ont néanmoins revu à la baisse leurs exigences en matière de risques afin de permettre l'utilisation des administrations nationales pour l'allocation de l'aide publique au développement⁶.

Ces principes ont été confirmés lors des différents forums sur l'efficacité de l'aide, notamment à Accra en 2008 et à Busan en 2011.

Encadré 1 : Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement (2011)

« L'utilisation et le renforcement des systèmes des pays en développement restent au centre de nos efforts pour construire des institutions efficaces. Nous nous appuyons sur nos engagements respectifs tels que définis dans la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra pour :

- a) **Utiliser les systèmes nationaux** comme approche par défaut pour les programmes de coopération au développement à l'appui des activités gérées par le secteur public, en travaillant avec les structures de gouvernance qui s'appliquent à la fois au fournisseur de coopération pour le développement et au pays en développement, et en les respectant.
- b) **Évaluer conjointement les systèmes nationaux** en se servant d'outils de diagnostic approuvés par tous. Sur la base des résultats de ces évaluations, les fournisseurs de coopération au développement décideront de leur niveau d'utilisation des systèmes nationaux. Lorsqu'une pleine utilisation des systèmes nationaux n'est pas possible, le fournisseur de coopération au développement présentera les raisons de cette non-utilisation, et discutera avec le gouvernement de ce qui serait indispensable pour évoluer vers une pleine utilisation, y compris grâce à la mobilisation d'une assistance ou à des changements nécessaires en appui aux systèmes nationaux. L'utilisation et le renforcement des systèmes nationaux devraient s'intégrer dans le cadre général du développement des capacités nationales pour des résultats durables. »

Les enjeux varient d'un pays, d'une région, d'une thématique à l'autre et exigent différents **niveaux d'alignement**. La variété des situations empêche de les considérer comme faisant partie d'une progression vers un état optimal d'alignement. A partir de cas concrets, il est toutefois possible de formuler une grille d'analyse du niveau d'alignement de l'aide⁷ :

- **L'alignement programmatique** consiste à aligner les interventions des bailleurs avec les priorités identifiées par les pays partenaires. Il recouvre les objectifs politiques/stratégiques de l'alignement de l'aide.
- **L'alignement institutionnel** consiste dans le transfert des fonctions de pilotage,

⁵ Déclaration de Paris, 2005 <http://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/34579826.pdf>

⁶ Capacity Development for Development Effectiveness Facility, the Aid Effectiveness Portal, [http://www.aideeffectiveness.org/The-Paris-Principles-Alignment.html](http://www.aideffectiveness.org/The-Paris-Principles-Alignment.html)

⁷ Crola et Saulière, Coordination et Alignement : mythe ou réalité ? L'exemple de la mise en place de la politique agricole de la CEDEAO, Oxfam, 2011. http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/Oxfam_Coordination_Alignement_Aide_-_mythe_ou_realite_Sept2011.pdf

de gestion, de mise en œuvre et de suivi-évaluation aux institutions nationales (aussi bien à l'administration centrale qu'au niveau des ministères, des services techniques centraux ou déconcentrés ou des autorités locales). Les bailleurs abandonnent leurs unités de gestion, de pilotage de suivi de projets parallèles pour s'aligner sur les structures et les procédures propres aux pays. Ces structures auront été préalablement renforcées et dotées de ressources suffisantes pour exercer leurs fonctions.

- **L'alignement financier** (ou fiduciaire) consiste à utiliser les circuits financiers nationaux (ou régionaux). L'appui budgétaire (cf. ci-après), selon ses différentes modalités, s'inscrit dans ce cadre. La prévisibilité des ressources financières allouées par les bailleurs doit permettre au pays partenaire d'anticiper les échéances de paiement, et à terme de prévoir la mobilisation de ressources qui seront nécessaires pour poursuivre les interventions en l'absence d'appuis financiers extérieurs.

Ces trois niveaux d'alignement marquent une forme de progression, sans pour autant être systématique. Par exemple, il peut exister des cas d'alignement financier sans que l'alignement institutionnel soit entièrement réalisé.

Un des aspects de l'alignement sur les priorités nationales concerne les **modalités de fourniture de l'aide**. L'**aide projet** reste un des principaux instruments dans la plupart des pays partenaires. Selon les principes de l'alignement, cette aide doit être intégrée et alignée dans les cadres des dépenses à moyen terme et les programmes sectoriels du pays. Depuis plusieurs années, les pays donateurs privilégient de plus en plus les programmes sectoriels et le soutien budgétaire. L'**approche sectorielle**⁸ devient de plus en plus importante pour promouvoir l'harmonisation et l'alignement. Elle est utilisée dans des secteurs divers comme la santé, l'éducation ou les infrastructures. Cet instrument facilite la mise en œuvre coordonnée de projets et de programmes d'une manière coordonnée en recourant tant à l'aide-projet qu'au soutien budgétaire. Le **soutien budgétaire** est aussi en train de se développer car il permet d'apporter une aide directe, au niveau sectoriel (généralement dans le cadre d'une approche sectorielle) ou macroéconomique, aux budgets et aux priorités du gouvernement du pays partenaire. Cela favorise le renforcement des institutions, notamment dans le domaine de la gestion des finances publiques. L'approche sectorielle et le soutien budgétaire requièrent en général un dialogue et un suivi permanents durant la mise en œuvre⁹.

Encadré 2 : Suivi des engagements de la déclaration de Paris par l'OCDE

L'OCDE est le principal organisme en charge du suivi des engagements de ses membres dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. Plusieurs outils ont été mis en place et sont régulièrement mis à jour.

Les enquêtes de suivi¹¹ sont réalisées par l'OCDE auxquels les pays membres du CAD et les pays partenaires participent volontairement. Le dernier exercice de suivi a été réalisé en 2011 en préparation de la conférence de Busan sur l'efficacité de l'aide. Il se décline en plusieurs rapports pays mais pas de rapport sectoriel sur la sécurité alimentaire.

Les examens par les pairs analysent tous les quatre ans les politiques et modalités de l'aide de chacun des 24 membres du CAD. Pour l'UE, le dernier examen par les pairs date de 2012¹². Après une analyse statistique détaillée de l'aide européenne, des recommandations sont formulées en fin de document, notamment sur les questions d'alignement.

L'évaluation de la déclaration de Paris réalisée en 2011 par des consultants indépendants à partir de l'aide fournie à une vingtaine de pays¹³. Elle pointe les progrès et difficultés rencontrées dans l'application des principes et tente de montrer leurs impacts sur le développement.

⁸ Elle vise à apporter un soutien à un secteur donné présentant les caractéristiques suivantes : une politique sectorielle dont les objectifs sont définis en termes qualitatifs et quantitatifs ; un processus formel de coordination de l'action des donateurs ; un programme de dépenses à moyen terme ; un système de suivi fondé sur les résultats ; et, dans la mesure du possible, des systèmes de mise en œuvre communs.

⁹ OCDE, *Progrès accomplis dans l'alignement de l'aide au développement sur les priorités, processus et systèmes des pays partenaires*, Les Dossiers du CAD, 4/2005.

¹⁰ Les lignes directrices sur l'appui budgétaire, publiées en septembre 2012, par EuropeAid considèrent l'alignement comme un des deux objectifs spécifiques des programmes d'appui budgétaire. Budget Support Guidelines. Executive Guide, EuropeAid, 2012

http://ec.europa.eu/europeaid/how/delivering-aid/budget-support/documents/bs_guidelines-part_i_executive_guide_en.pdf

La mise en application effective de l'alignement de l'aide

L'alignement est largement abordé dans les différents documents stratégiques des principaux bailleurs¹⁰. Sa déclinaison opérationnelle n'est toutefois pas évidente. Les rapports de l'OCDE sur le suivi des engagements de la Déclaration de Paris (cf. encadré No. 2) montrent des progrès importants en ce qui concerne l'alignement aux priorités et stratégies nationales. Le nombre de partenaires à s'être dotés de stratégies nationales a triplé depuis 2005 et la plupart de donateurs ont aligné leurs programmes sur ces priorités.

Dans le cadre de la révision de sa politique de coopération au développement, l'Union Européenne a défini différents principes pour la préparation de documents de stratégie afin de simplifier et rationaliser le processus de programmation de la période 2014-2020, et ainsi favoriser l'alignement sur les programmes nationaux. Ainsi, aucun document de stratégie n'est élaboré dans les pays ou régions où existe déjà une stratégie nationale de développement sous la forme d'un plan de développement ou d'un document similaire accepté par la Commission européenne comme base pour la programmation pluriannuelle.

Des progrès plus modestes ou contrastés ont été constatés quant à l'utilisation des systèmes nationaux¹⁴. Les donateurs n'ont pas systématiquement recours aux systèmes nationaux y compris dans les pays ayant amélioré la qualité de leurs systèmes de gestion des finances publiques. De surcroît, cet alignement se conçoit à la fois au niveau central/national dans l'élaboration, le pilotage, la gestion, le suivi des programmes et projets, mais aussi au niveau local dans la mise en œuvre des actions par les services techniques. Divers rapports soulignent que les capacités sont renforcées au niveau national pour réaliser ces tâches, mais que localement, les services ne bénéficient pas de ces renforcements et rencontrent des difficultés à mettre en œuvre les actions.

Enjeux pour le secteur de la sécurité alimentaire et du développement rural

Alors que l'alignement stratégique a très tôt été mis en avant dans les interventions sur la sécurité alimentaire (stratégies de développement rural et de sécurité alimentaire), l'alignement sur les systèmes nationaux est plus complexe pour ce secteur. Comparé à l'éducation ou à la santé qui ont bénéficié de programmes de plus grande envergure, l'Etat joue souvent un rôle plus restreint dans le secteur agricole. Les bailleurs et les gouvernements sont aussi fréquemment en désaccord sur les fonctions que doit assurer la puissance publique (fourniture de biens publics, régulation des externalités, régulation des échanges)¹⁵. En reprenant les deux dimensions de l'alignement, plusieurs grands objectifs semblent toutefois faire consensus :

Alignement stratégique

- Favoriser l'émergence de stratégies et cadres politiques sectoriels ou globaux qui sont réellement appropriés par les pays et élaborés en concertation avec la société civile et les acteurs du secteur.
- Avoir des stratégies et cadres politiques suffisamment précis, chiffrés pour pouvoir guider les financements et les actions financés ou mises en œuvre par les bailleurs de fonds et les autres partenaires.

¹¹ OCDE, *Efficacité de l'aide 2005-2010 : Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la déclaration de Paris*, 2011 (voir chapitre 3 sur l'alignement) <http://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/48815510.pdf>

¹² DAC Peer Review of the European Union, OECD, 2012 <http://www.oecd.org/dac/peer-reviews/50155818.pdf>

¹³ L'évaluation de la déclaration de Paris, Phase 2, 2011 <http://pd-website.inforce.dk/content/pdf/PD-FR-web.pdf>

¹⁴ Lors de la Déclaration de Paris, les donateurs se sont engagés à utiliser les systèmes nationaux des pays partenaires dans quatre grands domaines au moins : la gestion des finances publiques, la passation des marchés, le suivi et l'évaluation, et les mesures de sauvegarde environnementales et sociales.

¹⁵ Cabral, *Sector-based approach in agriculture. Past experience, current settings and future options*, ODI, 2009 <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/5768.pdf>

- Permettre l'appropriation des stratégies et cadres politiques à tous les niveaux (gouvernement, services des ministères concernés, services techniques centraux, déconcentrés, administrations locales, etc.).
- Accompagner le leadership nécessaire à l'appropriation, à la mise en œuvre et au suivi des politiques sectorielles ou globales de réduction de la pauvreté.

Alignement sur les systèmes nationaux

- Renforcer la capacité des Etats à planifier, gérer, suivre, évaluer.
- Renforcer l'efficacité des interventions par la suppression des unités d'exécution mises en place par les bailleurs et le transfert de cette gestion au sein des ministères ou des administrations.
- Renforcer les capacités des services techniques pour permettre la mise en œuvre efficace des actions.
- Utiliser les circuits financiers nationaux dans les cas pertinents.
- Offrir une prévisibilité de l'aide sur une longue période.
- Garantir la transparence sur les critères d'éligibilité et de conditionnalité de l'aide.



Peu de travaux d'évaluation des progrès de l'alignement dans ce secteur en particulier ont été menés. Par exemple, les rapports détaillés sur les progrès dans la mise œuvre des principes de la déclaration de Paris de l'OCDE n'offrent pas d'analyse par secteur. Le document de référence sur les approches sectorielles en agriculture et développement rural publié par EuropeAid soulève plusieurs défis rencontrés dans l'appui aux programmes nationaux de développement de ces secteurs¹⁶. La nécessité d'une coordination trans-sectorielle, d'interventions décentralisées, et la grande diversité des acteurs impliqués, rendent plus difficile la prise en compte du développement rural dans une approche sectorielle. Les lignes directrices de la CE notent que les concepts et les instruments tels qu'utilisés dans les secteurs traditionnels¹⁷ doivent être adaptés avec flexibilité aux besoins spécifiques des secteurs non traditionnels, et que le processus « d'apprentissage par l'action » devrait être enrichi par les expériences acquises dans ce domaine.

Quelles leçons tirer des appuis récents dans le secteur de la sécurité alimentaire et la nutrition ? Quels sont les principaux facteurs de réussite et les principales contraintes à soulever ? Comment mener un dialogue politique lorsque les priorités du pays partenaire ne sont pas compatibles avec les approches, les politiques et les priorités des donateurs ? Quels sont les appuis à apporter pour favoriser l'alignement programmatique, institutionnel et financier ? Voici quelques unes des questions qui se posent lors de la mise en application de l'alignement de l'aide. Afin d'enrichir le contenu de cet article et de la rapprocher des réalités des terrains sur les thèmes de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural, **un processus de capitalisation** des expériences actuelles ou récentes sera lancé via le réseau.

Les membres du Rosa seront sollicités pour présenter les situations dans leurs pays ou régions d'intervention.

¹⁶ EuropeAid, *Approches sectorielles en agriculture et développement rural*, document de référence No. 5, octobre 2008 >>>

¹⁷ Traditionnellement, les approches sectorielles ont mis l'accent sur des secteurs tels que la santé et l'éducation. Les secteurs « non traditionnels » se caractérisent par d'importants aspects intersectoriels, l'implication de plusieurs organisations, et une importance des dépenses du gouvernement et les dépenses publiques moins dominantes. Il s'agit en particulier de l'agriculture et le développement rural, mais également du commerce ou de la justice.

La conférence internationale contre la malnutrition infantile : Comment traduire le consensus international en résultats concrets ?

En mai dernier, l'Unicef a organisé une conférence internationale contre la malnutrition infantile, sur le thème « Renforcer la sécurité nutritionnelle en Afrique subsaharienne : la voie vers la résilience et le développement ». Autour d'un vaste éventail de participants, représentants des gouvernements, parlementaires, bailleurs de fonds, agences des Nations Unies, universitaires, ONG et secteur privé, un large consensus s'est dégagé sur la nécessité d'investir davantage sur la prévention de la malnutrition infantile ainsi que de mobiliser et pérenniser les financements à long terme.

Cet article revient sur les principales recommandations issues de la conférence en présentant deux points de vue complémentaires. D'une part, **Félicité Tchibindat**, conseillère régionale en nutrition du Bureau de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, souligne l'importance du passage à l'échelle des stratégies pérennes dans les pays de la région. Elle plaide pour que ce large consensus soit maintenant traduit par l'action et la mobilisation de ressources. D'autre part, **Bakari Seidou**, parlementaire nigérien insiste sur le rôle des parlementaires dans le renforcement du leadership national dans la lutte contre la malnutrition.



Cette conférence s'inscrit dans une série d'événements de haut niveau autour de la nutrition en 2013. Quelle a été la valeur ajoutée de cette rencontre organisée par l'Unicef ? Quels sont les principaux messages qui ressortent des discussions ?

Félicité Tchibindat : Ces différents événements se déroulent à un moment opportun et contribuent à renforcer les efforts fournis pour placer la nutrition au cœur de l'agenda politique au niveau national et international. La conférence de mai dernier avait comme objectif de fédérer la volonté politique en faveur du passage à l'échelle en **Afrique subsaharienne** des stratégies pérennes de lutte contre la malnutrition infantile. En premier lieu, nous avons souhaité focaliser les débats sur l'Afrique subsaharienne, seule région du monde où les chiffres ne s'améliorent pas. Alors que la prévalence mondiale du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a baissé de plus d'un tiers, la baisse enregistrée en Afrique n'a été que de 16% au cours des vingt dernières années¹. Plus d'un tiers des pays de la région enregistrent des taux de prévalence encore très élevés. Il y a aujourd'hui une prise de conscience sur la nécessité d'en faire une priorité et de mettre en place des programmes de plus grande envergure pour accélérer la réduction de la malnutrition dans la région.

En deuxième lieu, nous avons placé la **prévention** au cœur des débats. On a longtemps privilégié les réponses d'urgence visant à traiter la malnutrition aiguë. Mais cela n'est pas suffisant. Il faut maintenant investir davantage sur la prévention pour s'adresser aux causes sous-jacentes et structurelles de la malnutrition. Cela nécessite de lier la réponse humanitaire à la mise en place des mécanismes de prévention sur le long terme. En troisième lieu, le renforcement de **l'approche multisectorielle** est indispensable et nous avons fait de cette question un élément clé de discussion. Nous sommes tous convaincus de l'intérêt de mieux travailler ensemble, et non de façon cloisonnée entre les différents secteurs. La conférence de Paris a permis de rassembler une diversité d'acteurs, notamment venant des secteurs autres que ceux directement liés à la nutrition. Ces échanges ont permis de nourrir les débats et de favoriser une meilleure compréhension commune de la problématique. Ils ont permis de discuter sur la façon dont cette question se pose dans d'autres secteurs tels que l'eau, l'assainissement, l'hygiène et l'agriculture afin de trouver des passerelles et de mieux articuler les différentes interventions². Pour cela, il est important de s'appuyer sur les exemples concrets et sur les expériences qui ont montré des résultats probants.

¹ Ce décalage s'explique en partie par les baisses enregistrées en Asie de l'Est et Pacifique, principalement due aux améliorations obtenues par la Chine (la prévalence de la malnutrition est passée de plus de 30% en 1990 à 10% en 2010).

² De nombreux travaux de recherche mettent en évidence l'impact de l'entéropathie environnementale sur la santé et le statut nutritionnel. Cela implique le renforcement des interventions sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Enfin, l'accent a été mis sur la **fenêtre d'opportunité des 1.000 jours** (entre la conception et l'âge de 2 ans de l'enfant). Cette période est considérée comme déterminante car les carences nutritionnelles au cours des 1.000 jours ont des conséquences irréversibles sur le développement physique et cognitif de l'enfant. Nous devons nous concentrer sur cette cible prioritaire afin de régler le problème de façon durable.

Un autre message clé issu de la conférence concerne le **rôle central des femmes**. Il a été souligné qu'il faut intervenir le plus tôt possible, avant même qu'une femme ne soit enceinte. Mais on a aussi insisté sur le fait que nous maîtrisons mal les interventions en amont. C'est encore un domaine qui doit faire l'objet de recherches pour définir les actions prioritaires. Il y a des pistes intéressantes mais cela nécessite d'aller vers d'autres secteurs non traditionnels à la nutrition, par exemple le secteur de l'éducation, formelle ou informelle. Il faut aussi renforcer le rôle des femmes et travailler davantage avec leur entourage qui peut jouer un rôle déterminant dans la prise de décision au sein des ménages.



La question du financement des interventions de prévention de la malnutrition a été largement mise en avant. Aujourd'hui, les financements pour le traitement de la malnutrition aiguë ont tendance à augmenter, tandis que ceux alloués à la réduction des retards de croissance restent très limités. Quelles ont été les principales pistes avancées pour résoudre le défi du financement notamment en faveur de la prévention ?

Félicité Tchibindat : Le **financement** est le nerf de la guerre car il faut des ressources suffisantes pour accélérer le passage à l'échelle des interventions prioritaires. Les ressources mobilisées sont encore insuffisantes. Mais il y a des avancées importantes. Nous avons maintenant la Commission Européenne qui a décidé pour son 11e Fonds de développement (FED), de consacrer un financement spécifique à la nutrition. D'autres bailleurs (multilatéraux et du secteur privé) ont confirmé récemment leur engagement pour augmenter les ressources financières lors du sommet sur la nutrition organisé en amont du G8. Le mouvement SUN (Scaling up Nutrition) a beaucoup contribué en faveur d'un renforcement de l'engagement politique. Les gouvernements jouent un rôle moteur mais il faut une mobilisation de toutes les autres parties prenantes.

En plus du financement mobilisé par les acteurs internationaux, il est essentiel d'augmenter les **financements nationaux, en mettant l'accent sur la prévention**. Aujourd'hui, très peu de pays disposent de lignes budgétaires spécifiques à la nutrition³. Il faut que la volonté politique soit reflétée à travers l'allocation des ressources et que toutes les parties prenantes aient un œil critique sur la **gestion des ressources disponibles**. Pour cela, il y a besoin de mettre en place un système de suivi et de travailler davantage avec les acteurs impliqués pour les sensibiliser et les informer sur l'importance de donner la priorité à la lutte contre la malnutrition. Il est important de souligner que les **parlementaires** des différents pays peuvent jouer un rôle très important. C'est pourquoi nous sommes en train de préparer des formations spécifiques à partir du mois d'août de cette année, d'abord avec les parlementaires ayant participé à la conférence et ensuite, cette initiative pourra s'étendre à l'ensemble de la région. En plus des ressources financières, il me semble important d'insister sur le **renforcement des capacités locales**. Nous avons peu abordé cette question lors de la conférence mais c'est un point clé car sans les ressources humaines adéquates, la mise en œuvre des interventions ne pourra pas être assurée de façon satisfaisante.

En conclusion, je voudrais insister sur le fait que la malnutrition n'est pas seulement un problème de santé publique. Elle constitue aussi un problème de développement économique et humain. D'où l'importance d'agir sur la prévention et de passer à l'échelle pour obtenir des résultats concrets. Il y a aujourd'hui une forte mobilisation et un large consensus mais qui doivent maintenant se traduire par l'action sur le terrain, plus de ressources financières et humaines pour la mise en œuvre et plus de redevabilité des gouvernements et de la société civile.

³ En Afrique de l'Ouest par exemple, il est difficile de mesurer les budgets alloués à la nutrition, les financements sont très faibles (moins de 1%) ou se retrouvent éparpillés sur plusieurs lignes budgétaires.

En préambule à la cérémonie de clôture de la conférence, les parlementaires européens et africains ont lancé un appel⁴ en faveur d'une mobilisation accrue contre la malnutrition infantile. Comment est née cette initiative parlementaire ?



Bakari Seidou : Depuis la crise alimentaire de 2005, la malnutrition est mieux prise en compte dans les réponses humanitaires d'insécurité alimentaire et fait l'objet d'une meilleure prise en charge, notamment de la malnutrition aiguë. Au Niger, par exemple, nous avons beaucoup mis l'accent sur les aspects curatifs de cette forme de malnutrition. La prévention de la malnutrition chronique n'a pas bénéficié de la même attention ni du même investissement politique et financier. Or, les taux de prévalence du retard de croissance sont supérieurs à 50% dans certaines régions du Niger. Aujourd'hui, il y a une prise de conscience générale et un engagement accru des partenaires et du gouvernement sur la nécessité de renforcer les interventions en matière de prévention tout en poursuivant le travail sur le traitement et la prise en charge. Il s'agit donc de **développer une approche axée sur la prévention plus que sur la gestion des crises**. Malgré quelques améliorations, il reste beaucoup à faire. Il y a besoin de mettre en place des programmes de plus grande envergure au niveau des pays, de mettre à disposition des financements spécifiques à la nutrition sur le long terme et de renforcer les compétences des structures nationales.

La conférence de Paris a permis d'échanger sur ces différents enjeux à l'échelle de la région. La volonté politique et la mobilisation de tous les acteurs concernés est reconnue comme un facteur clé pour aller de l'avant. L'appel lancé par les parlementaires est le fruit des échanges pendant cette rencontre. Nous étions tous conscients en tant que représentants des peuples que nous avons un rôle important à jouer dans le **renforcement du leadership national** dans la lutte contre la malnutrition. Nous souhaitons que la lutte contre ce fléau soit une priorité des politiques de développement et que les engagements politiques se traduisent en actions concrètes en mobilisant les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre à large échelle des interventions prioritaires.

Quelles sont les principales recommandations qui ont été formulées ? Comment rendre effectifs ces engagements ?

Bakari Seidou : Il y a plusieurs initiatives en cours dans certains pays de la région. Au Niger, nous avons créé un réseau parlementaire de promotion de la nutrition et de la sécurité alimentaire, avec une quinzaine de parlementaires engagés. Nous allons travailler sur plusieurs fronts. D'abord, en organisant des journées parlementaires d'information pour sensibiliser et informer les parlementaires sur les questions de malnutrition. Cette information va contribuer à une plus grande prise de conscience mais aussi à la **prise de décision**. Ensuite, nous envisageons de mener un plaidoyer en faveur de **l'élaboration et la mise en œuvre des lois** visant à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire de nos populations. Il faut mettre en place un cadre légal qui favorise les actions dans ce domaine. De plus, nous allons nous mobiliser dans le cadre de la **programmation et la répartition du budget de l'Etat**. Nous pensons qu'il est important de créer une ligne spécifique dans le budget national pour la nutrition afin de financer en priorité les actions de prévention. Enfin, dans le cadre du contrôle des actions du gouvernement, nous allons interpeller le gouvernement sur ses engagements pour qu'ils soient traduits en actions concrètes.

Nous avons besoin de partager sur les expériences en cours en Afrique. C'est une des principales recommandations que nous avons formulées : la **création des réseaux nationaux de parlementaires** engagés pour la nutrition et la mise en réseau de ces différentes initiatives au niveau régional. D'ailleurs, en Afrique de l'Ouest, il sera essentiel d'impliquer les instances régionales telles que la CEDEAO. Pour que cet appel soit effectif, il faut appuyer cette volonté des parlementaires. Afin de donner forme au processus global, l'Unicef peut jouer un rôle moteur en facilitant la mise en réseau des initiatives nationales à l'échelle du continent. Dans les mois à venir, nous devons trouver les moyens de travailler ensemble et d'induire un véritable changement pour que le continent africain puisse mettre en place des actions effectives pour réduire durablement la malnutrition.

⁴ Voir le texte de l'appel >>>



Événements à venir

10 Juillet: Protection sociale et sécurité alimentaire - Qu'est-ce qui fonctionne? GIZ/BMZ, Bonn (Allemagne) [>>>](#)

15-20 Juillet: 6e Semaine de la science agricole en Afrique, Assemblée générale, Accra (Ghana) [>>>](#)

N'hésitez pas à poster des événements à venir sur le plateforme collaborative du Rosa [>>>](#)

Événements passés

● **Conférence internationale contre la malnutrition infantile, UNICEF – Paris, 14-15 mai 2013 :** Pour compléter les entretiens ci-dessus, les documents de la conférence sont accessibles sur la plateforme du Rosa: discours, présentations des 2 journées, appel des parlementaires et rapport de la conférence. [>>>](#)

● **AGRAR 2013 Conférence de recherche africaine sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition – Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), 4-6 juin 2013:** La première Conférence de recherche africaine sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition "AGRAR 2013" a eu lieu du 4 au 6 juin à Yamoussoukro, Côte d'Ivoire. Organisée par le Cirad, le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (Coraf) et l'Institut National Polytechnique de Yamoussoukro (INP FHB), elle vise à faire le point sur la recherche africaine dans le cadre des changements dans l'agriculture, l'alimentation et la nutrition depuis la crise des prix de 2008. Agrar-2013 est la première d'une série de conférences qui seront organisées tous les trois ans. Plus de 70 contributions ont été présentées pendant la conférence et sont disponibles sur le site internet. Elles abordent différents sujets liés à la recherche agricole et à l'innovation, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux crises alimentaire, à la production cotonnière, etc. [>>>](#)

ACTUALITÉS DU RÉSEAU



Nouvelles de la Commission

● **Conclusions du Conseil de l'Union européenne sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'aide extérieure (titre traduit) :** Le 28 mai 2013, le Conseil de l'Union européenne a publié des conclusions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'aide extérieure de l'UE. Tout en se référant à l'importance de la sous-nutrition, les conclusion mentionne l'augmentation de la prévalence de la surnutrition dans le monde et l'incidence des maladies non transmissibles liées au régime alimentaire. Le document met l'accent sur l'importance d'une approche basée sur les droits pour la réalisation du droit à une alimentation suffisante. En premier lieu, le Conseil félicite les différentes initiatives actuelles, menées à différents niveaux géographiques, pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle : Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale, Scaling-Up Nutrition, 2012 New Alliance partnership, Faim Zéro, et les initiatives SHARE et AGIR.

Concernant l'agriculture, il met l'accent sur la nécessité de soutenir les petits exploitants agricoles ainsi que la besoin d'une agriculture soucieuse de l'environnement. Aussi, il souligne l'importance d'une bonne gouvernance pour la gestion des terres, le document rappelle et félicite, à ce sujet, l'adoption des directives volontaires sur la gestion des ressources naturelles de l'an dernier. La volatilité des prix est reconnue comme un facteur de vulnérabilité pour les plus démunis. Le Conseil souligne alors la nécessité d'y remédier en s'attachant aux causes profondes de la volatilité excessive. Par ailleurs, le Conseil insiste sur l'importance de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Enfin, il félicite la publication du rapport final sur la facilité alimentaire de l'UE (voir ci-dessous). [>>>](#)



● **Rapport final sur la mise en œuvre de la facilité alimentaire de l'UE – Juin 2013** : Etablie en décembre 2008 à la suite du sommet du G8, la facilité alimentaire de l'UE a contribué avec 1 milliard € à la réponse aux crises alimentaire et financière qui ont affecté le monde à partir de 2007. D'après le rapport, de 2009 à 2011, la facilité a atteint plus de 59 millions de bénéficiaires directs et a eu des répercussions sur plus 93 millions de bénéficiaires indirects. Le rapport final et le document de travail mettent en avant le contexte et les raisons de la facilité, décrivent les résultats et les impacts, analysent les principaux enseignements et enfin, dessinent les recommandations pour les futures actions envisageables.

Rapport final de la Commission européenne (12 pages) [>>>](#)

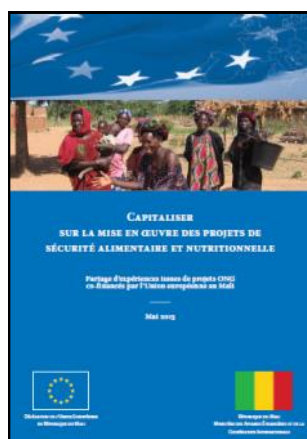
Document de travail des équipes de la Commission (*seulement en anglais*) [>>>](#)

● **Investing in smallholder agriculture for food security (summary and recommendations, Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition – Mai 2013** : Ce document du groupe d'experts de haut niveau fournit les principaux éléments et les recommandations du rapport sur le sujet qui sera publié cette année. Il examine les enjeux des petites exploitations agricoles afin d'améliorer la nutrition et sécurité alimentaire. Il rappelle que les petits exploitants sont la clé de la sécurité alimentaire dans les pays en développement mais sont les plus vulnérables. Ce rapport explique pourquoi investir dans l'agriculture familiale est cruciale pour la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire, qui y investit déjà et comment. Il explique aussi les risques pesant sur les investissements dans ce secteur mais montre comment les éviter (domaines prioritaires et les stratégies nationales). Enfin, le HLPE propose trois recommandations au commanditaire du rapport, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) (*document en anglais*). [>>>](#)



● **AGIR Sahel et Afrique de l'Ouest. Feuille de route régionale – Avril 2013** : En avril 2013, le groupe d'experts senior d'AGIR a adopté une feuille de route régionale fixant ses grandes lignes d'action. Cette feuille de route doit encore être déclinée dans les pays en priorités nationales « Résilience » assorties de cadres opérationnels de financement, de mise en œuvre et de suivi-évaluation. La feuille de route inscrit AGIR en complémentarité des actions existantes, apportant une valeur ajoutée sur trois aspects : créer un environnement favorable pour placer la résilience au cœur des stratégies et politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, aligner les actions individuelles et collectives avec la table de résultats « résilience », et promouvoir l'apprentissage mutuel et le partage des meilleures pratiques. [>>>](#)

● **Capitaliser sur la mise en œuvre des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali, Agnès Lambert and Seydou Issaka (AEDES-IRAM) – Mai 2013** : Le livret de capitalisation est le résultat d'un long processus mené avec plusieurs ONG qui mettent en œuvre des projets financés par l'Union Européenne au Mali. Ce processus a été initié pour contribuer à l'amélioration de la qualité et l'efficacité des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers la mutualisation et la mise en évidence des bonnes et mauvaises pratiques. Le livret dresse également les questions clés pour interroger les pratiques des ONG et indique quelques recommandations pour améliorer la mise en œuvre des différentes activités. Les premiers résultats de la capitalisation concernent les aspects transversaux liés à la mise en œuvre des différentes activités et les activités/sous-activités relatives au maraîchage et aux cultures irriguées, au petit élevage, à la formation/alphabetisation, aux activités IEC-CCC dans les domaines de la santé et de la nutrition. [>>>](#)



● **Sécurité alimentaire: relancer la production agricole ou fournir une aide sociale ? L'exemple du Malawi, Fondation FARM – Février 2013** : Pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en Afrique, les gouvernements et les bailleurs de fonds ont d'abord privilégié les mesures de relance de la production agricole. Depuis peu, le renforcement de la protection sociale fait de plus en plus d'adeptes. Après des initiatives pilotes, des filets de sécurité sociaux sont actuellement déployés à grande échelle sur le continent. Il est légitime de comparer l'efficacité des deux types d'aide.



Au Malawi, les subventions aux intrants ont accru la production de maïs, mais elles ne suffisent pas à faire reculer la pauvreté rurale ni à assurer la sécurité alimentaire quand le contexte extérieur est défavorable. La protection sociale, sous forme de transferts d'espèces, peut apparaître comme concurrente en termes de financement, mais ses effets sont complémentaires. C'est en combinant ces deux programmes — soutiens sociaux pour les plus vulnérables, soutiens productifs pour les agriculteurs pauvres — que le Malawi pourrait le mieux répondre à la diversité des besoins de sa population. >>>

● **Small scale big impact. Smallholder agriculture's contribution to better nutrition, UK Hunger Alliance – April 2013** : Ce texte est un plaidoyer de l'Alliance britannique contre la Faim (ACF International, Actionaid, Care, Christian Aid, Concern Worldwide, Oxfam, Save the Children, Tearfund, World Vision) à l'intention des chefs d'Etat et de gouvernement du G8 qui s'est tenu les 17 et 18 juin. L'Alliance milite pour que le défi de Faim Zéro soit une priorité du G8 et ainsi que le soutien aux petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, élément essentiel de l'objectif de Faim Zéro. Ils montrent le rôle des petits exploitants (jardins familiaux et bétail) dans la réduction de la malnutrition et le rôle spécifique des femmes. (*document en anglais*) >>>



Ressources externes et blogs

● **HEA Sahel. Analyse de l'économie des ménages** : Le site HEA Sahel, animé par Save the Children, propose une analyse de l'économie des ménages des pays de la bande sahélienne de la Mauritanie au Tchad. Des cartes régionales et nationales, accompagnées d'analyses sur le profil des zones de production, permettent de mieux appréhender la vulnérabilité des ménages ruraux face à l'insécurité alimentaire. >>>

● **The seven deadly myths of social protection. Blog article by Nicholas Freeland – May 2013** : Cet article, en anglais, publié initialement sur [development pathways](#) a été repris par Nicholas Freeland sur le réseau Rosa. Vous pouvez y accéder à partir de la plateforme Capacity4Dev du Rosa. >>>

Contacts :

EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu
animation@reseau-rosa.eu

Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne

Credits photo : Commission Européenne/EuropeAid et UNICEF